

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

LUNDI 16 JUILLET 2012

Après-midi

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

MAANDAG 16 JULI 2012

Namiddag

La séance est ouverte à 14.20 heures et présidée par M. Ronny Balcaen.

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door de heer Ronny Balcaen.

Le **président**: Monsieur le ministre, chers collègues, je propose que nous commençons par la question n° 12765 de M. Gilkinet, car il doit rejoindre la commission des Finances, qu'il préside. (*Assentiment*)

01 Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "les comptes de l'Exposition universelle de Shanghai" (n° 12765)

01 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de rekeningen van de Wereldtentoonstelling in Sjanghai" (nr. 12765)

01.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le président, je vous remercie ainsi que M. le ministre, mes collègues et le secrétariat de la commission.

Monsieur le ministre, le 168^e Cahier de la Cour des comptes relève que plusieurs soldes bancaires, postaux et de caisse du SPF Économie n'apparaissent pas dans le bilan ou n'y sont pas repris correctement, générant une sous-estimation de l'avoir social ainsi que des charges et produits non exhaustifs. Il s'agit notamment du compte "Expo Shanghai". Je ne vous cite pas l'extrait du rapport, mais des articles ont été publiés dans *De Morgen* et *L'Écho* depuis le dépôt de ma question, faisant état des interrogations de la Cour des comptes à l'égard de la gestion de ces avoirs par le commissaire de l'Expo Shanghai.

Monsieur le ministre, pouvez-vous m'indiquer pour quelle raison les comptes de l'Expo Shanghai ne figurent pas correctement dans le bilan du SPF Économie? Qu'avez-vous entrepris pour régulariser cette situation depuis la publication du rapport de la Cour des comptes? Quelle est la procédure de vérification et de validation des dépenses encourues dans le cadre de l'Expo Shanghai? Ces dépenses ont-elles été systématiquement soumises à l'Inspection des Finances? A-t-elle relevé des difficultés particulières? Je parle de dépenses, mais je pourrais aussi évoquer les recettes, en l'occurrence. Depuis la publication de son 168^e Cahier, la Cour des comptes a-t-elle pu analyser les dépenses liées à l'Expo Shanghai? A-t-elle émis des critiques ou questions particulières – il semble que ce soit le cas – et de quel ordre? N'y a-t-il pas lieu, sur cette base, de modifier le mode de contrôle de ce type de dépenses déléguées?

01.02 Johan Vande Lanotte, ministre: Monsieur le président, cher collègue, les comptes de l'Expo Shanghai ne sont pas repris au bilan du SPF Économie parce qu'ils n'ont pas été intégrés dans FEDCOM à l'époque.

La Cour des comptes a constaté cet état de choses dans son 168^e Cahier d'observations et a demandé des explications au président du SPF Économie et au ministre des Entreprises et de la Simplification de

l'époque. Des réponses lui sont parvenues en mars 2011 et en janvier 2012; elles pourraient être synthétisées comme suit.

Lors des préparations en vue de faire entrer le SPF Économie dans la nouvelle comptabilité fédérale (FEDCOM) au 1^{er} janvier 2010, ce dernier a demandé de bénéficier d'un régime d'exception pour les opérations financières dans le cadre de la participation de la Belgique aux expositions internationales.

La suppression de la fonction de comptable extraordinaire, qui reçoit des moyens financiers sur un compte d'avance de fonds, n'a pas été compensée par une autre solution permettant, dans FEDCOM, de continuer à suivre les opérations financières du Commissariat général pour l'Expo Shanghai 2010, en vertu du mandat et des particularités organisationnelles de cet organe. La poursuite et la réussite de la participation belge à l'Expo ne pouvaient être garanties qu'en prorogeant les modalités de fonctionnement existantes hors FEDCOM.

Selon les articles 8 et 9 de l'arrêté du 15 juin 2006, qui ont créé le Commissariat belge à l'Exposition internationale de Shanghai 2010, le commissaire gère le budget avec le trésorier qui établit les comptes justificatifs et les soumet, après signature par le commissaire, à l'approbation du ministre. Je vous signale que j'ai reçu ce rapport sur les dépenses et recettes de 2010, il y a deux semaines.

Le fonctionnement traditionnel des expositions internationales prévoit une délégation étendue pour le commissaire général et le trésorier. Les dépenses n'ont pas été systématiquement soumises à l'avance à l'Inspection des Finances dans le passé non plus.

À mon avis, il conviendrait d'élaborer un cadre adapté, qui permettra d'effectuer, en régie propre et sur le terrain, des opérations financières liées à la participation belge et prévoirait aussi un *reporting*, un contrôle, une intégration a posteriori dans les comptes nationaux. J'ajouterai que, de toute manière, l'adjudication de nombreux postes est soumise à la loi sur les marchés publics.

01.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos explications sur cette manière de procéder qui date d'avant votre prise de fonctions.

Il me semble qu'il y a à tout le moins un problème en termes de contrôle. Par ailleurs, en ce qui concerne, d'une part, le fait que vous ayez reçu, il y a seulement deux semaines, les dépenses et comptes pour l'année 2010 et, d'autre part, les articles de presse qui faisaient état de questions de la Cour des comptes...

01.04 Johan Vande Lanotte, ministre: En ce qui concerne la Cour des comptes, il s'agit d'un audit annoncé, comme nous en avons dans chaque département, deux à trois par an. Le fait que les comptes individuels de l'intéressé ont été contrôlés a été nié formellement.

01.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): On attendra le rapport définitif de la Cour des comptes, qui s'inquiétait également de la revente du pavillon de Shanghai et des modalités appliquées. Il semble que la délégation ait été très large, ce qui peut engendrer une certaine suspicion. Les soupçons seront confirmés ou pas. Je suis donc curieux de voir le rapport définitif de la Cour des comptes.

Je vous rejoins totalement quand vous dites qu'il faut une délégation importante mais aussi une possibilité de contrôle renforcé et dans un délai plus court que celui appliqué pour l'Expo Shanghai.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "le chantage à l'emploi mis en place par un groupe de presse à l'égard de ses journalistes pigistes" (n° 13144)

02 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de chantage van een persgroep ten aanzien van zijn freelancejournalisten" (nr. 13144)

02.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le président, je vous remercie.

Monsieur le ministre, je vous avais interrogé par écrit...

02.02 Johan Vande Lanotte, ministre: (...)

02.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Oui, être pigiste, cela signifie qu'on travaille à la prestation. J'ai été moi-même journaliste-pigiste. C'est aussi pourquoi je suis sensible à cette question.

Je vous avais interrogé par écrit sur ce thème, mais je voudrais aller plus loin avec ma question orale.

En plus de journalistes employés, les directions des organes de presse font de plus en plus appel à des journalistes indépendants pour la rédaction des articles publiés dans les journaux, magazines ou autres sites Internet. Il s'agit d'une pratique très répandue. Avec les difficultés économiques que connaissent de nombreux organes de presse, ces pigistes sont souvent les premières victimes des mesures de restructuration ou de compression budgétaire.

J'ai récemment été interpellé par la divulgation d'un courrier envoyé par un quotidien francophone à ses collaborateurs indépendants afin d'annoncer le renforcement des synergies rédactionnelles entre ce quotidien et un titre appartenant au même groupe. Ce courrier signifiait aux collaborateurs indépendants que leurs articles, photos et autres productions pourraient être publiés dans les autres parutions du groupe sans que ces personnes puissent prétendre à une rémunération complémentaire. Il précise qu'il sera mis fin à la collaboration entre le journal et le pigiste si ce dernier n'accepte pas ce principe.

Cette dernière menace constitue, selon moi, un chantage particulièrement difficile à accepter, entrant en contradiction évidente avec la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et à l'article 1134 du Code civil qui prévoit que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Celles-ci ne peuvent être révoquées qu'avec le consentement mutuel des parties ou pour les causes que la loi autorise. Vous me l'aviez précisé dans votre réponse écrite. J'aurais donc voulu aller plus loin que la description de la loi.

Monsieur le ministre, pouvez-vous m'indiquer si vous avez été saisi du cas évoqué plus haut ou de cas similaires? Sinon, vous en êtes-vous saisi d'initiative? Quelles sont, le cas échéant, les possibilités de recours des personnes concernées à l'égard de cette pratique? Quelles sont les mesures que vous avez prises depuis votre entrée en fonction pour lutter contre le phénomène de plus en plus répandu des faux indépendants, notamment dans le secteur de la presse, et contre ces pressions dont ils sont victimes?

02.04 Johan Vande Lanotte, ministre: Monsieur le président, il a déjà été répondu à des questions écrites sur ce sujet, je vais y faire référence.

La loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins stipule en son article 3 que "les droits patrimoniaux sont mobiliers, cessibles et transmissibles, en tout et en partie, conformément aux règles du Code civil. Ils peuvent faire l'objet d'une aliénation par une licence simple ou exclusive." Le droit d'auteur prévoit donc une liberté contractuelle à laquelle s'appliquent les principes généraux du droit des obligations.

On peut maintenant vendre ses droits d'auteur. J'ai rencontré M. Verhofstadt, ancien premier ministre, qui est actif dans un fonds de pension aux Pays-Bas, et dans ce cadre, ils avaient acheté des chansons, avec des recettes garanties pour des années. C'est un des meilleurs placements, semble-t-il. On aurait pu poser la question à Michael Jackson, qui avait acheté des chansons des Beatles.

C'est le même principe avec les journalistes mais s'il y a un contrat, l'éditeur du journal ne peut le modifier unilatéralement. Par exemple, il ne peut faire publier l'article en question dans un autre journal.

Nous savons qu'il y a des enjeux économiques mais cela ne signifie pas que ce que vous appelez des pigistes sont suffisamment forts pour négocier. C'est la raison pour laquelle se trouve un nombre de règles impératives dans la loi. Par exemple, les contrats doivent être conclus par écrit, un accord oral ou une acceptation tacite ne sont pas valables. Les dispositions contractuelles relatives au droit d'auteur et à ses modes d'exploitation sont de stricte interprétation à l'avantage de l'auteur. Chaque mode d'exploitation, la rémunération de l'auteur, l'étendue et la durée de la cession doivent être déterminés expressément. Cela ne s'applique pas pour des droits concernant une œuvre faite sur commande et pour autant que cette commande ne relève pas de l'industrie culturelle.

Bien entendu, il y a toujours le rapport de forces, c'est la raison pour laquelle les journalistes ont parfois regroupé leurs forces pour une négociation collective avec les groupes de presse à travers la société des droits d'auteur des journalistes – les photographes l'ont fait au travers de SOFAM – dans le but de conclure des accords acceptables.

Dans ce cas, le rapport de force est bien présent. Une personne qui n'a pas un travail régulier est dans une position moins forte, d'autant plus s'il n'y a pas abondance d'offres d'emploi. À ce moment, beaucoup de personnes acceptent ce qui leur est offert, y inclus la cession des droits d'auteur.

Présidente: Liesbeth Van der Auwera.

Voorzitter: Liesbeth Van der Auwera.

En ce qui concerne les faux indépendants, ce sont les ministres des Finances, de l'Emploi et le secrétaire d'État chargé de la Lutte contre la fraude sociale qui sont compétents. Si je ne m'abuse, c'est la semaine passée ou cette semaine que le projet de loi a été ou sera présenté à la commission que vous présidez.

02.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Non, c'est en commission des Affaires sociales! Cela ne concernait pas les journalistes, monsieur le ministre!

En l'occurrence, vous me confirmez que cette pratique des organes de presse est illégale, mais vous en appelez, en conclusion, à une organisation collective des travailleurs concernés, ce qui est toujours opportun. Cependant, il serait utile qu'ils bénéficient de l'appui de l'administration et du ministre compétents pour faire respecter la loi, car le rapport de force est inéquitable. Les organes de presse sont en situation de force, dès lors que les candidats journalistes sont nombreux. Ils utilisent donc des pratiques illégales pour diminuer leurs coûts et remettre en cause l'indépendance des journalistes.

Outre le constat de pratique illégale, il faudrait éventuellement, tant dans votre chef que dans celui de votre administration, faire en sorte de protéger effectivement les intéressés. C'est un enjeu démocratique important. Aussi, je reste sur ma faim avec cette réponse très proche de celle que vous m'aviez déjà transmise par écrit. Je voulais en entendre davantage, mais cela n'a pas été le cas!

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Question de M. Ronny Balcaen au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "le contrôle de certaines télévisions émettant au moins dans plusieurs langues nationales" (n° 12551)

03 Vraag van de heer Ronny Balcaen aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de controle op bepaalde televisiezenders die minstens in meerdere landstalen uitzenden" (nr. 12551)

03.01 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen): Madame la présidente, monsieur le ministre, la question du contrôle et de l'autorisation des chaînes de télévision émettant en plusieurs langues nationales, en particulier sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, est posée ces jours-ci tout particulièrement pour ce qui concerne la télévision bruxelloise Maghreb TV.

Interrogée au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles par mon collègue Jean-Claude Defossé, la ministre de l'Audiovisuel a regretté la situation actuelle qui permet le développement de télévisions qui utilisent les "bizarreries institutionnelles pour échapper à l'application de règles qui visent, avant tout, à garantir au public une qualité minimale, notamment en matière de traitement de l'information". En effet, ces télévisions ne relèvent pas de la compétence des régulateurs des Communautés, mais bien de l'IBPT. Dans l'attente d'éventuelles solutions institutionnelles à moyen terme, il y a lieu, néanmoins, de s'assurer que le contrôle prévu soit bien exécuté.

Monsieur le ministre, quel est le nombre de chaînes de télévision qui relèvent de la compétence de l'IBPT? Quels sont les moyens dont dispose l'IBPT afin d'assurer un contrôle efficace de la qualité de l'information, en particulier lorsque les émissions sont également diffusées en langue étrangère? Quelles sont les solutions prévues, le cas échéant, pour rendre effectif ou améliorer le contrôle effectué par le régulateur

fédéral?

03.02 Johan Vande Lanotte, ministre: Monsieur le président, cher collègue, tout d'abord, il conviendrait de déterminer la personne compétente en cette matière; je ne pense pas que ce soit moi, mais plutôt le ministre des Institutions culturelles. Néanmoins, j'ai demandé des éclaircissements à l'IBPT.

Cela dit, il s'agit ici de la télévision bruxelloise Maghreb TV, qui est bilingue. L'IBPT possède des abonnements à tous les moyens de diffusion disponibles jusqu'à son siège central. Normalement, c'est suffisant pour assurer le contrôle de cet opérateur de radiodiffusion Maghreb TV, diffusé actuellement uniquement sur le réseau XDSL Belgacom TV.

Après la mise en service de cette télévision, l'IBPT a effectué un contrôle afin de vérifier que les programmes de radiodiffusion télévisuelle ne pouvaient pas être considérés comme appartenant exclusivement à l'une ou l'autre Communauté au sens de l'article 127, § 2 de la Constitution et étaient bien soumis à la compétence réglementaire de l'IBPT, ce que ce contrôle a confirmé.

Les "bizarreries institutionnelles" que vous mentionnez ne correspondent pas à la réalité puisque ces programmes sont en réalité soumis au contrôle de l'IBPT. Pas de problème.

03.03 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, pour ces "bizarreries institutionnelles", il s'agissait de la ministre Laanan.

03.04 Johan Vande Lanotte, ministre: Bien sûr, mais ils sont bien sous contrôle de l'IBPT.

Aucune plainte n'a été déposée concernant d'éventuelles infractions au prescrit de la loi de 1995 concernant les réseaux de communication électronique et services de communication électronique et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale. En cas de plainte, l'IBPT exigerait de l'organisme de radiodiffusion toute information utile, comme notamment une copie du programme incriminé.

Ce n'est pas pour autant qu'un régulateur constitue un garant de la qualité des programmes: jusqu'à présent, la presse jouit de la liberté de programmation. Le régulateur ne dispose pas de critères de qualité.

Des infractions à la législation, comme la diffusion de messages terroristes, constitueraient alors des délits méritant une intervention officielle. Hors cette situation, les régulateurs ne jugeront jamais de la qualité des émissions diffusées. On pourrait en discuter longuement de cette qualité, n'est-ce pas? Mais ce n'est pas leur rôle.

Pour faire face à la barrière linguistique inhérente aux compétences de l'IBPT, la traduction du contenu du programme sera confiée à une société spécialisée. À titre de comparaison, l'IBPT ne pense pas que les services de police, par exemple, possèdent du personnel maîtrisant toutes les langues auxquelles ils pourraient être confrontés. Le cas échéant, ils font appel à des traducteurs assermentés.

L'IBPT me signale que le contrôle opéré est effectif et qu'il correspond aux standards de la régulation des médias exercés dans l'Union européenne. En cas de problème au niveau du contenu, que je ne connais pas, d'autres organes doivent peut-être intervenir. S'il y a infraction, différentes institutions peuvent agir. En ce qui me concerne, je ne sais pas exactement ce qu'il s'est passé. La question fait allusion au "niveau de qualité". Qu'est-ce que cela signifie? Que s'est-il passé? Je l'ignore. Je ne sais pas ce qui se cache derrière cette question.

03.05 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, il s'agit de toute une série de prises de position des journalistes de la chaîne, notamment en marge des événements qui se sont déroulés à Molenbeek, etc. Il ne me revient pas non plus de m'exprimer complètement sur le contenu mais celui-ci avait interpellé de nombreuses personnes. Je constate que la ministre de l'Audiovisuel en Communauté française se pose également des questions. J'entends la réponse de l'IBPT. Je la regarderai d'un peu plus près car elle est assez technique.

S'il y a effectivement infraction à certaines législations, je pense que les régulateurs ont, à un moment ou à un autre, la capacité d'intervenir aussi sur les contenus diffusés.

03.06 Johan Vande Lanotte, ministre: Ils agissent normalement sur la base d'une plainte. Le régulateur ne va quasiment jamais juger d'office le contenu. Ce n'est pas sa tâche. Je peux le comprendre car on ne sait pas où cela s'arrête. Si certaines personnes sont heurtées par le contenu, elles déposent une plainte et c'est ainsi que la procédure démarre.

03.07 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer Stefaan Vercamer aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de resultaten van de aangekondigde audits over de werking van het OIVO" (nr. 12554)
- mevrouw Jacqueline Galant aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de situatie bij het OIVO en het ontslag van zijn directeur-generaal" (nr. 12835)
- de heer Stefaan Vercamer aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "het ontslag van de directeur van het OIVO" (nr. 12877)
- mevrouw Catherine Fonck aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "het ontslag van de directeur van het OIVO" (nr. 12962)

04 Questions jointes de

- M. Stefaan Vercamer au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "les résultats des audits annoncés sur le fonctionnement du CRIOC" (n° 12554)
- Mme Jacqueline Galant au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "la situation du CRIOC et le licenciement de son directeur général" (n° 12835)
- M. Stefaan Vercamer au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "le licenciement du directeur du CRIOC" (n° 12877)
- Mme Catherine Fonck au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "le licenciement du directeur du CRIOC" (n° 12962)

De **voorzitter**: Mevrouw Galant is niet aanwezig en heeft niets laten weten.

04.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, wij hebben het hier al enkele keren over het OIVO gehad. U hebt toen telkens zeer gereserveerd geantwoord omdat u een onderzoek in het vooruitzicht stelde door uw administratie, dat uiteindelijk een audit is geworden van KPMG, die wij eigenlijk al hadden moeten krijgen. U hebt die waarschijnlijk al ontvangen. De raad van bestuur van het OIVO had zelf ook twee audits besteld.

Ondertussen is een persmededeling van het OIVO verschenen waarin verklaard wordt dat alles goed was. De audits hadden positieve resultaten opgeleverd.

Een paar dagen daarna hebben wij het ontslag vernomen van de directeur van het OIVO. De directeur is de persoon die toch een cruciale rol speelt in heel het dossier van het OIVO, niet alleen in het OIVO zelf, maar ook in zijn relaties met Trade4You, de coöperatieve vennootschap daaromtrent.

Deze vraag komt nu een tijdje na datum, maar dat heeft te maken met de organisatie van de commissievergaderingen. Daarom wil ik ook enkele opvolgingsvragen stellen bij dat ontslag.

Mijnheer de minister, wat zijn de bevindingen en de conclusies van de twee audits die in opdracht van de raad van bestuur zijn uitgevoerd in verband met het personeelsbeleid en in verband met de gehanteerde methodieken in de werking van het OIVO?

Ten tweede, welke zijn de bevindingen en de conclusies van de door u bestelde audit bij KPMG? Wat mij daarin speciaal interesseert, zijn de bevindingen over de verhouding tussen het OIVO en Trade4You in verband met het aandeelhouderschap, de financiële regelingen en de positie van de directeur van het OIVO. Daarbij had ik graag een toelichting gekregen en ook uw mening daaromtrent vernomen, omdat die toch wel van belang zal zijn voor de lijn die de regeringscommissaris zal aanhouden in de verdere discussies over het OIVO en de relaties met Trade4You.

Ten derde, in de pers hebben we wel een en ander gelezen, maar toch wil ik van u vernemen welke beslissingen de raad van bestuur van het OIVO op 18 juni heeft genomen. Wat gebeurt er verder ter opvolging van de audits en van de beslissingen van de raad van bestuur? Graag had ik ook een kopie van die audit gekregen om zelf eens te kunnen lezen wat daar allemaal in staat.

Ten vierde, nadat het ontslag van de directeur er gekomen is, wil ik graag van u vernemen op welke elementen men zich heeft gebaseerd om de directeur te ontslaan.

Ten vijfde, in de periode dat die persoon zelf directeur was, waren verschillende speciale regelingen mogelijk. Het interesseert mij daarom ook te weten welke ontslagregeling die man heeft gekregen. Welke zijn de concrete modaliteiten? Is er een ontslagvergoeding betaald en dergelijke meer?

Ten zesde, ik kijk ook al een beetje naar de toekomst. Welke procedure zal er gevolgd worden om een nieuwe directeur aan te stellen?

Ten zevende, bevatten de audits van de raad van bestuur ook elementen die duidelijkheid geven over verbanden tussen het OIVO en Trade4You, in casu in de persoon van de ontslagen directeur? Kunnen wij daarbij een toelichting krijgen? Uiteraard had ik ook graag een afschrift gekregen van de notulen van de raad van bestuur, waarin al die zaken bepaald zijn aangaande het ontslag van de directeur.

04.02 Minister **Johan Vande Lanotte**: Ik zal in zeer algemene termen uitleggen hoe ik de situatie inschat. U vraagt ook specifiek naar de notulen van de raad van bestuur. Die zijn niet zomaar ter beschikking. Het is niet omdat men iets subsidieert, dat men van alles kan verspreiden. Het blijft een autonome instelling die subsidies krijgt van de federale overheid en van andere overheden, maar dat geeft die overheid nog niet het recht om daar alles te doen wat ze wil.

Ons recht is beperkt tot het controleren of de subsidies goed werden gebruikt. Men kan dat ruim interpreteren, maar er zijn ook limieten.

Men is bezig met twee audits. Via mijn regeringsverantwoordelijke heb ik de twee eerste ontwerpen gelezen. Die gaan in de eerste plaats over het beheer van het personeel. Men stelt vast dat er een vrij gecentraliseerd beheer met veel verloop was, waarbij het personeel niet goed wist hoe het zich moest gedragen. Er was geen goede atmosfeer. Men zegt duidelijk dat het geen kwestie van pesten of psychologische ondermijning was, maar het personeel leefde daar niet in een motiverende, goede sfeer, met als resultaat dat er zeer veel wisselingen waren. Men kwam tot het besluit dat het personeelsbeleid niet op een goede manier werd gevoerd.

Ik heb dat zelf gelezen. Ik denk dat die conclusie terecht was.

Ik denk dat de aangehouden criteria ook vrij hoog lagen. De organisatie bestond uit ongeveer dertig mensen. Ik denk dat veel kleine organisaties niet aan die voorwaarden zouden voldoen. Het gaat over profielen van bevoegdheden, van functies, van evaluatiegesprekken. Als men dat in veel privé- en semiofficiële organisaties toepast, zouden er veel door de mand vallen.

Daarmee heb ik niet gezegd dat er geen fouten zijn. Men ziet wel dat er een groot verloop is. Men zegt ook heel duidelijk dat mensen niet wisten waaraan zich te houden. Er was dus een negatief verslag, maar de standaard van de audit lag redelijk hoog.

Het tweede rapport over de wetenschappelijke criteria is een vreemd rapport. Ik heb zelf nog statistiek aan de universiteit gegeven. Vandaar mijn interesse daarvoor. Men maakt een theoretische analyse van hoe men werkt. Men zegt dat dit niet tot goede resultaten kan leiden, onder meer omdat men de resultaten gaat extrapoleren.

Men doet bijvoorbeeld een telefonische enquête. Men vindt dan een populatie, maar dan zegt men dat die populatie niet juist is, omdat men te veel of te weinig ouderen of jongeren heeft of te veel vrouwen of mannen. Dan gaat men dat extrapoleren tot een verhouding die correct is. Als zeven mannen en vijftig vrouwen antwoorden, gaat men die zeven extrapoleren naar vijftig. Die waarden veranderen tot vijftig. Die methodiek wordt wel eens gevaarlijk genoemd. De onderzoekers geven toe dat deze methodiek vaak wordt gebruikt, maar theoretisch is zij niet goed. Ze passen dat dan toe op twee bestaande onderzoeken, maar komen niet tot de conclusie dat er een groot probleem mee is geweest. Ze noemen het basisbeginsel ervan

niet goed, maar als men het bekijkt, is er geen groot verschil opgetreden. Men zegt dat men vaak de data om mee te werken niet genoeg kende. Men stelt dat er geen bewuste verdraaiing is geweest, maar het was niet diepgaand genoeg. Zo heb ik het begrepen.

Bij de enquêtes via de scholen ging men bij de selectie van wie men aan het woord liet, onzorgvuldig te werk. Een aantal klassen werd intensief bevroegd, maar was de selectie van die klassen wel goed? Was dit niet te veel gebaseerd op welke scholen dit toelieten? Om een beeld te krijgen van de drugsproblematiek bij jongeren, neemt men interviews af in scholen. Welke scholen daar al dan niet de toelating voor geven, kan al tot zekere vooroordelen leiden.

Het rapport is kritisch, maar niet vernietigend. Mijn persoonlijke conclusie is dat met het beschikbare budget en met de uit te voeren activiteiten, men al die onderzoeken gewoon niet zelf kan doen. Op dit moment kennen we een dotatie toe van 1,7 miljoen euro, al de werkingsmiddelen inbegrepen. Men kan daarmee niet het aantal onderzoeken uitvoeren dat men nu zegt te willen uitvoeren. Mijn conclusie is dat dit instituut, als het al blijft bestaan, niet meer aan wetenschappelijk onderzoek zou moeten doen, zo niet zal dat altijd onvolmaakt blijven. Als men over heel de opdracht nadenkt, vind ik niet dat dit daartoe moet blijven behoren.

Die twee audits zijn nu bezig. Het rapport over het personeel is kritisch. Ik vind het streng. Het is een feit dat het personeelsverloop hoog is. Het rapport is dus negatief. Er is een onderzoek naar de wetenschappelijke kwaliteit. Het zou niet juist zijn te zeggen dat men bewust dingen verdraait. Volgens mij heeft het OIVO wat te hoog gegrepen, het heeft te veel willen publiceren en te veel willen onderzoeken. Het gevolg is dat de kwaliteit daaronder te lijden heeft gehad.

Ik wil mij houden aan de communicatie van de raad van bestuur. Zij hebben immers zelf gecommuniceerd. Ik heb veeleer de indruk dat de directeur conclusies heeft getrokken uit de voorlopige resultaten en besloten heeft dat er geen probleem is. Dit is een belangrijke factor geweest bij het ontstaan van de vertrouwensbreuk tussen de raad van bestuur en de directeur.

Meer zelfs dan de inhoud zelf, die overigens nog niet af is, is dat een belangrijke factor geweest in de vertrouwensbreuk die is ontstaan tussen de raad van bestuur en de directeur. Het gaat om een tussentijdse audit en in de wetenschappelijke audit wordt duidelijk aangegeven dat dit nog moet worden gecheckt. Men is dus behoedzaam. Ik meen dat de communicatie en de conclusie van de directeur, als zou er niets aan de hand zijn, grote fouten zijn. Men mag niet zeggen dat de audits aantonen dat er niets aan de hand is, want dat is niet juist. Volgens de audits is er wel iets aan de hand. Men kan verder nog lang discussiëren over de omvang en de intensiteit.

De raad van bestuur heeft gemeend de betrokkene te moeten ontslaan en heeft het wettelijk systeem ter zake toegepast. Dat is wat men mij heeft gezegd. Men heeft de minimumvergoeding toegekend, die volgens de arbeidswetgeving van toepassing is. Ik heb de indruk dat ter zake een juridische betwisting zal worden opgestart. Ik zal mij daarin niet al te veel moeien. Ik meen, voor zover ik weet, dat de betrokkene die opzegregeling aanvecht.

De raad van bestuur heeft er niet voor geopteerd om de arbeidsrelatie onmiddellijk stop te zetten wegens een zware fout. Ik ben er niet zeker van dat men op basis van die audit had kunnen besluiten dat er sprake is van een zware fout. Het is wel duidelijk dat er een probleem is qua verstandhouding en dat men de tewerkstelling van de betrokkene heeft beëindigd.

In de rapporten staat niets over Power4You. Ik heb reeds gezegd dat die zaken nu zijn stopgezet. De audit heeft ter zake ook niet verder gezocht. Bovendien is dat niet langer aan de orde, omdat de relaties tussen het OIVO en Power4You zijn stopgezet en de betrokkene is ontslagen. Het heeft dan ook niet veel zin om daar nog naar op zoek te gaan.

De audit van de FOD loopt vertraging op. Dat is een beetje vervelend. Een van de auditers heeft gezondheidsproblemen gehad. Wij verwachten het rapport tegen einde juli. KPMG voert de audit uit en zij hebben een probleem gehad met de persoon die instond voor de audit.

U weet dat dit ondertussen is opgezegd en wij beraden ons nu over de toekomstige positie van het OIVO. Ik zal u niet verhehlen dat het voor mij ook samenhangt met de discussie over de ombudsmannen. Wij willen komen tot een federale dienst voor de consument, maar er wordt ter zake nog heel wat gediscussieerd. Er staan momenteel zes ombudsdiensten ter discussie en u weet dat het in België dan gaat om twaalf mensen.

Het is dan ook een haast onmenselijke opdracht om ter zake iets te veranderen, want het gaat hier om extreem belangrijke functies.

Dit is geen gemakkelijke taak, maar als wij in het kader van de hervorming kunnen komen tot een federaal instituut voor de consument, dan meen ik dat wij in dat kader moeten bekijken wie de diverse functies zal uitoefenen. Het gaat hier immers om een officiële vertegenwoordiging van de consument in het verstrekken van adviezen. Vaak moet men wetenschappelijke ondersteuning geven via studiediensten aan deze ombudsmannen. Het is dan nog maar de vraag of deze diverse functies moeten worden waargenomen door een afzonderlijk instituut dan wel door een geïntegreerde dienst.

Dat zijn slechts denkpistes. Ik moet nu vooral afwachten om te zien wat er met die federale dienst gebeurt. Ik ga ervan uit dat het nog wel enige discussie zal vergen, maar er is dus wel een mogelijkheid om de functies te herdefiniëren en in dat federaal instituut onder te brengen. Dat is mijn idee daaromtrent. Dat is de huidige situatie.

04.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Mijnheer de minister, ik heb nog een technische vraag over de werking van het Parlement en de commissie. U zei dat het OIVO een autonome organisatie is, met een regeringscommissaris, en dat die instelling voor honderd procent wordt gesubsidieerd door verschillende overheden, maar dat de federale overheid voor het grootste deel tussenkomt. In welke mate kunnen wij informatie opvragen van een autonome organisatie die voor het grootste deel wordt gesubsidieerd door de federale overheid?

Als u zegt dat u daarvan niets kunt zeggen omdat het een autonome organisatie is die beslist wat zij wil beslissen, maar dat wij daar een regeringscommissaris hebben, dan is mijn vraag hoe ik dan wel aan die informatie kan komen. Ik zit ook niet in de raad van bestuur noch in de algemene vergadering, maar ik vind dat het mijn plicht is als Parlements lid om erover te waken dat het geld dat de overheid aan die instelling geeft, op een goede manier wordt besteed. Net als u heb ik daar vragen bij.

Hoe kom ik aan die informatie? Ik zou graag hebben dat de diensten of anderen mij de weg wijzen om te worden geïnformeerd over die beslissingen en over de zaken die daar moeten gebeuren. Ik leg mij niet neer bij een algemeen antwoord op heel specifieke vragen.

04.04 Minister Johan Vande Lanotte: Welke vraag heb ik niet beantwoord?

04.05 Stefaan Vercamer (CD&V): Mijnheer de minister, ik heb u bijvoorbeeld gevraagd naar de concrete modaliteiten van de ontslagregeling. Werd er een ontslagvergoeding betaald?

04.06 Minister Johan Vande Lanotte: Ik heb toch gezegd dat men de minimumregel volgt van de wet betreffende de ontslagregeling. Dat zal in het geval van de betrokkene negen maanden zijn.

04.07 Stefaan Vercamer (CD&V): Op welke elementen heeft de raad van bestuur zich dan gebaseerd?

04.08 Minister Johan Vande Lanotte: Ik heb u dat gezegd.

04.09 Stefaan Vercamer (CD&V): Nee, op welke elementen uit de audit heeft de raad van bestuur zich gebaseerd om die man meteen te ontslaan?

04.10 Minister Johan Vande Lanotte: Ik heb u toch gezegd dat het was op basis van de communicatie.

04.11 Stefaan Vercamer (CD&V): Op basis van de communicatie?

04.12 Minister Johan Vande Lanotte: Met permissie gezegd, ik heb heel duidelijk gezegd dat het niet gebeurde op basis van het rapport, omdat de audits niet af zijn.

04.13 Stefaan Vercamer (CD&V): Zij moeten dus nog op de audits wachten?

04.14 Minister Johan Vande Lanotte: Alstublieft zeg! Er was een tussentijds verslag. De directeur heeft op

basis daarvan gezegd — u hebt dat trouwens in de pers kunnen lezen — dat alles in orde was. De raad van bestuur kon geen beslissing nemen op basis van een tussentijds rapport, wat mij logisch lijkt, en heeft het zeer ernstig genomen dat de directeur aankondigde dat alles in orde was vooraleer de audit klaar was.

Dat is de basis geweest voor het ontslag. Volgens de raad van bestuur was de audit nog aan de gang, terwijl de directeur al conclusies formuleerde en er bovendien mee naar de pers stapte nog voordat de audit klaar was. Dat kon niet. Dat heeft het vertrouwen tussen de raad van bestuur en de betrokkene geschaad en dus werd hij ontslagen. Dat heb ik daarnet toch ook heel duidelijk gezegd. Het gebeurde dus niet op basis van die audit, want die is nog niet definitief.

De audit zal nu verder lopen om de werking te onderzoeken. Alles is nu ook afhankelijk van de vraag wat wij in de toekomst met het OIVO willen doen. Daaromtrent heb ik een aantal pistes aangegeven, maar die zijn niet definitief. Ik kan daarover ook niets definitief beslissen, zolang ik niet goed weet wat er gebeurt met dat federaal instituut.

04.15 Stefaan Vercamer (CD&V): Mijnheer de minister, wanneer mogen wij dan de definitieve afwerking verwachten van de twee audits die de raad van bestuur heeft besteld?

04.16 Minister Johan Vande Lanotte: Dat zal zeker pas na de vakantie zijn.

04.17 Stefaan Vercamer (CD&V): Wanneer mogen wij dan de studie van KPMG verwachten?

04.18 Minister Johan Vande Lanotte: Ik hoop op het einde van deze maand.

04.19 Stefaan Vercamer (CD&V): Over de relatie tussen het OIVO en Power4You staat er niets in de audits van de raad van bestuur, zo hebt u gezegd. Ik verwacht dat daarover dan wel iets zal staan in de audit die u hebt besteld.

04.20 Minister Johan Vande Lanotte: Ja, maar let op, dat is slechts in zekere mate het geval. Het toekennen van een subsidie moet worden gecontroleerd. Met heel de discussie over de relatie met Power4You hebben wij slechts onrechtstreeks iets te maken. Als het OIVO vindt dat die relatie nodig is en het voert alle opdrachten correct uit, dan moet u mij zeggen op welke basis ik zou kunnen stellen dat die relatie niet mag, ongeacht of ikzelf die relatie goed vindt of niet. Het OIVO heeft die relatie blijkbaar stopgezet.

De overheid geeft 1,7 miljoen euro subsidie voor een aantal taken, maar dat betekent nog niet dat wij over alles mogen oordelen.

04.21 Stefaan Vercamer (CD&V): Nee, maar ik vind wel dat het uw plicht is, en zeker de plicht van de regeringscommissaris, om erover te waken dat de deontologische regels worden gerespecteerd. Het gaat immers om een instelling die voor honderd procent wordt gesubsidieerd door verschillende overheden, waarbij de eindverantwoordelijke een private coöperatieve vennootschap heeft opgericht die een relatie heeft met die instelling.

04.22 Minister Johan Vande Lanotte: Als u dat vindt, dan had men dat in de voorbije jaren al moeten doen. Mijn regeringscommissaris is daar sedert maart. Sinds maart, op vier maanden, is er meer gebeurd dan in de afgelopen vier jaar.

04.23 Stefaan Vercamer (CD&V): Ik ben daar al drie jaar mee bezig.

04.24 Minister Johan Vande Lanotte: Misschien wel, maar ik ga het werk van de voorbije drie jaar niet helemaal overdoen; ik was er tijdens die periode trouwens niet bij. Eind februari of begin maart heb ik een regeringscommissaris aangesteld. Tijdens de vier maanden dat hij in dienst is, is die zaak redelijk op orde gesteld. Wat er daarvoor gebeurd is, zal iemand anders moeten bekijken. Ik heb aan mijn adjunct-kabinetschef opgedragen om daarop toe te kijken.

De **voorzitter:** Mijnheer de minister, ik zou deze discussie willen sluiten. De heer Vercamer krijgt als laatste

het woord voor een korte repliek.

04.25 Stefaan Vercamer (CD&V): Mijnheer de minister, ik verwacht dat daaromtrent duidelijkheid gegeven wordt in de audit die besteld is bij KPMG, dus ik kijk daarnaar uit.

Mijnheer de minister, ik wil nog twee punten aanhalen.

Ten eerste, ik begrijp uit uw antwoord dat u zich, terecht, afvraagt of het OIVO in zijn huidige vorm nog verder moet blijven functioneren in de toekomst, en of het niet geïntegreerd moet worden, bijvoorbeeld in een nieuwe federale ombudsdienst voor de consumenten.

In die audits van de raad van bestuur komt nu reeds de kwaliteit van de onderzoeken ter sprake. Mijnheer de minister, wij zullen de audit van de raad van bestuur afwachten, maar ik had daarover graag duidelijkheid gekregen. Dat gaat immers over de communicatie aan alle consumenten. Men vertelt daar zaken voor waarheid. Ik krijg graag duidelijkheid over de manier waarop de onderzoeken gebeurd zijn.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Vraag nr. 12507 van mevrouw Lambert en vraag nr. 12571 van de heer Logghe zijn uitgesteld.

05 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de openstelling van de KBO als 'Open Data'" (nr. 12576)

05 Question de M. Peter Dedecker au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "l'accès à la BCE par le biais des données ouvertes" (n° 12576)

05.01 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de minister, volgens verklaringen van topman Frank De Saer zou de KBO binnenkort, zodra de nieuwe KBO-wet wordt goedgekeurd, haar data beginnen vrij te geven volgens de filosofie van de Open Data, iets wat ik uiteraard ten volle toejuich.

Ik was ook aangenaam verrast, omdat de KBO het eerste voorbeeld was dat uw voorganger, Vincent Van Quickenborne, in 2010 vermeldde als "moeilijk vrij te geven", gezien de hoge kosten van het verzamelen en beheren van de data. De verkoop van die data brengt momenteel ook opbrengsten met zich.

Ik had mijn bedenkingen bij die stelling, omdat er heel wat indirecte voordelen en opbrengsten aan verbonden zijn. Ik denk, bijvoorbeeld, aan de kwaliteit van de data. Hoe meer de data worden gebruikt, hoe hoger de kwaliteit. Aan de kwaliteit van de data van de KBO schort soms wel iets.

De Europese Commissie raamt de totale opbrengsten van het beter openstellen van overheidsdata voor de hele Europese Unie op 170 miljard euro. Blijkbaar was ik niet alleen, gelet op de koerswijziging bij de KBO die er nu zit aan te komen.

Mijnheer de minister, welke data zou de KBO exact gaan vrijgeven? Wordt hiervoor in een API voorzien die efficiënt hergebruik faciliteert? Kan men met andere woorden vrij direct *live updates* via een interface krijgen, zodat men niet moet wachten op de vrijgave van een of ander bestand?

Welke voorwaarden zullen aan het hergebruik verbonden zijn? Zal men eerst een licentie moeten aanvragen vooraleer het hergebruik mogelijk is? Zal men hiervoor kosten aan de hergebruiker aanrekenen? Zo ja, in welke mate?

Welke kosten zijn aan het openstellen van die data gerelateerd? Uiteraard zijn er gemiste inkomsten, want die data worden vandaag verkocht. Welke zijn dat? Welke directe financiële en indirecte opbrengsten, bijvoorbeeld in verbeterde datakwaliteit, verwacht men in dezen? Wat is het totale financiële plaatje van inkomsten, uitgaven, opportunitetskosten enzovoort?

Over welke timing gaat het hier? Volgens mijn bronnen is het wetsontwerp reeds ruime tijd klaar. Ook uw voorganger, Vincent Van Quickenborne, had in lopende zaken al een KBO 2.0-wet aangekondigd. Dat is

ondertussen meer dan een half jaar geleden. Waarom wacht u hiermee en zet u niet meteen een eerste stap vooruit door alvast het wetsontwerp hierin te dienen?

05.02 Minister **Johan Vande Lanotte**: Mevrouw de voorzitter, collega's, mijn informatie is anders dan de uwe wat dat laatste punt betreft.

Het gaat over dezelfde gegevens die nu reeds beschikbaar zijn in de KBO Public Search. De technische mogelijkheden daarbij zijn ofwel via een website, ofwel via de terbeschikkingstelling van een bestand met de betrokken KBO-gegevens op een server, bijvoorbeeld in CSV of een ander standaardformaat, met wekelijkse updates.

Er zal een licentiecontract worden opgemaakt waarin de algemene hergebruik- of gebruiksvoorwaarden opgesomd zullen zijn en waarbij een aantal identificatie- en authenticatiegegevens zullen worden opgevraagd.

Er is geen definitief uitsluitel over de praktische modaliteiten en over de eventuele aanrekeningen van kosten. Ze moeten nog uitgewerkt worden en zullen op politiek en budgettair niveau moeten worden besproken en daarna worden vastgelegd in koninklijke en ministeriële besluiten.

De ICT-ontwikkeling wordt door het interne ICT-departement van de FOD Economie gedaan, ze wordt begroot op ongeveer 100 mandagen en zal bestaan op de bestaande ICT-infrastructuur van de FOD Economie.

Op basis van het succes kan dat in de toekomst een kostenimpact hebben voor het uitbreiden van de capaciteit van de bestaande server, maar dat is nog niet duidelijk.

Door de transparantie van het gebruik van de KBO te verbeteren, rekenen wij op een indirect voordeel, zijnde een betere datakwaliteit en een grotere incentive voor de opgenomen ondernemingen om aan hun wettelijke verplichtingen te voldoen. De toegankelijkheid zal hopelijk de kwaliteit verbeteren.

Voor de bestaande klanten van het betalende commercialisatiebestand KBO voorzien wij in een uitgebreide versie van de KBO, met onder meer de volledige historiek van elke onderneming die zich in de KBO-databank bevindt, met een dagelijkse update. Wij veronderstellen dat zij verder bereid zullen zijn om hiervoor een betalende licentie te nemen, wellicht aan een lager tarief dan het huidige.

In het 'slechtste' financieel scenario, waarbij wij aan niemand nog iets vragen en, bijgevolg, alle licentie-inkomsten wegvallen, hebben wij jaarlijks 600 000 euro minder ontvangsten. Dat is veel geld.

Wij hopen daar toch tot een break-even te komen ten opzichte van de huidige situatie. Wij zouden deze hervorming graag op een of andere manier kunnen doen zonder die 600 000 euro te verliezen. In de huidige tijd is dat veel geld. Wij moeten nog de nodige discussies hebben om dat te proberen uitwerken, wetende dat het toch ook een commercieel element bevat.

Operationeel en technisch zou het nipt klaar kunnen zijn tegen eind 2012. Op juridisch vlak wordt het wetsontwerp besproken. Wij hebben een aantal interkabinettenwerkgroepen gehad. Uw informatie is ietwat anders, want ik volg dat vrij strak op.

We maken een wetboek Economisch Recht en de KBO is daarvan een onderdeel. We werken via een aanbouwwetgeving, wat betekent dat we verschillende boeken introduceren. Wat de KBO betreft, een onderdeel van een van de boeken van dat wetboek, zijn de wetsbepalingen besproken en volledig doorgenomen. Daar waren toch enkele interkabinettenwerkgroepen voor nodig. De afspraak is dat we de wijzigingen zullen samenvoegen. Het boek heeft nog een aantal andere onderdelen die niet worden gewijzigd. Alles wordt samengevoegd. In september zal het geheel, zijnde de KBO plus de andere stukken van dat boek, voor advies aan de Raad van State worden voorgelegd.

In totaal bestaat het wetboek uit 18 boeken, onder andere over mededinging, het Prijzenobservatorium, de kwaliteit, de veiligheid of de vrijheid van ondernemen. Normaal gezien zullen we tegen het einde van deze maand een vijftal boeken klaar hebben. In september zullen we er weer vier of vijf kunnen behandelen. Die gaan telkens naar de Raad van State. We hopen tegen de zomervakantie van 2013 het gehele wetboek klaar te hebben. Het is een belangrijk werk om alle bepalingen van het economisch recht op federaal niveau

in een wetboek te coördineren. Ik verwijs naar de wet op de handelspraktijken, de stakingsvordering of een apart hoofdstuk over de sancties. Dat verklaart waarom zo iets tijd kost. Elke sector heeft zijn eigen wetten en aanpassingen. We verliezen daarmee wat tijd, maar daarmee komen we wel tot een geordend, nieuw geheel.

U zult een wetsontwerp krijgen over een specifiek boek van het economisch recht. De werkwijze leg ik later nog wel uit. Daarom gaat het wat trager. Mocht het alleen voor de KBO geweest zijn, dan kon ik het nu al indienen. We hebben nu de inhoud besproken en we zijn het daarover eens geraakt. In september wordt het bij de andere onderdelen van het boekdeel gevoegd. Vervolgens gaat het via de Raad van State naar het Parlement.

Ik herhaal nog eens dat het thans enkele weken of maanden langer duurt, maar het zal een mooier geheel worden voor iedereen die met het economisch recht werkt.

05.03 Peter Dedecker (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

U stelt dat het directe inkomstenverlies door het wegvallen van de betalende licenties, indien zij volledig op nul zouden worden gezet, 600 000 euro zou bedragen.

05.04 Minister Johan Vande Lanotte: Het gaat over 600 000 euro.

05.05 Peter Dedecker (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, tegenover dat bedrag staat natuurlijk dat andere entiteiten van de overheid – ik denk bijvoorbeeld aan de lokale overheden –, die nu omwille van de te slechte datakwaliteit van de KBO een beroep doen op externe leveranciers, een serieuze kostenbesparing zouden kunnen realiseren, indien de data van een betere kwaliteit zouden zijn, onder meer door het openstellen en frequenter hergebruiken.

Dat zou een serieus financieel voordeel kunnen zijn. Het zou misschien wel die 600 000 euro kunnen compenseren. Volgens mij moet een en ander dus zeker worden bekeken.

Daarom doe ik de oproep om bij de vrijgegeven data ook niet zo zeer kwalitatieve maar voldoende verrijkte data vrij te geven. Ik roep ook op ervoor te zorgen dat via een interface de dagelijkse updates kunnen worden opgehaald, zodat aan het geheel voldoende vlees zit, om de data effectief te hergebruiken.

Zoals u antwoordt, moet men inderdaad een keuze maken tussen, enerzijds, snel een *quick win*, zoals de KBO-wet en, anderzijds, het gecoördineerd laten verlopen met een grote herziening van het economisch wetboek. Dat is natuurlijk een *trade-off* tussen snelheid en omvang.

Ik hoop dat het lukt en dat u in september effectief naar de Raad van State kunt gaan. Aldus kunnen wij nog dit jaar ter zake stappen zetten en moeten wij niet te lang met de uitvoering wachten. Het gevaar is immers altijd dat, eens veel te veel in één korf wordt gestopt, het geheel danig complex en lang wordt.

05.06 Minister Johan Vande Lanotte: Daarom werken wij ook met boeken in de aanbouwwetgeving. Het boek krijgt een Romeins cijfer. De artikels worden dan als volgt genummerd: voor bijvoorbeeld boek V is dat artikel V.I of V.II. Aldus kan met de verschillende boeken vooruitgang worden gemaakt.

Mevrouw de voorzitter, misschien is een hoorzitting ter zake wel nuttig. De KBO is immers een zaak die sowieso zal leven. Frank De Saer is de directeur die zich met het dossier bezighoudt. Hij zit ook de werkgroepen voor. Hij zit echter niet het kabinet voor. Het kan altijd nuttig zijn om hem te vragen in de commissie een toelichting te komen geven. Hij kan heel open communiceren.

Wij hebben hem gezegd dat hij de lijn bepaalt. Ik laat hem dus volledig vrij in de materie. Alleen moeten wij weten of, indien het geld kost, wij het geld ook krijgen. Daaraan kan hij niet veel doen.

Ik heb er echter geen probleem mee om Frank De Saer hier uit te nodigen. Hij kan hier heel vrij, open en bloot uiteenzetten wat zijn mening ter zake is.

05.07 Peter Dedecker (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, het lijkt mij inderdaad heel interessant om een dergelijke hoorzitting te houden.

Ook bij een ander thema was al eens aangekondigd om hier een hoorzitting te houden, onder andere over de auteursrechten. Misschien moeten wij ook eens de agenda van de commissie voor het Bedrijfsleven bekijken, om een dergelijk aantal interessante hoorzittingen te plannen.

Bovendien is het een goede *trade-off* om met aparte boeken te werken. Aldus wordt een goede tussenstap gemaakt tussen het omvangrijke project en de stapsgewijze verbeteringen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: De heer Van Biesen laat weten dat hij zijn vraag nr. 12718 in een schriftelijke vraag omzet. De heer Gilkinet is al aan de beurt geweest met zijn vraag nr. 12765. Vraag nr. 12825 van de heer Bastin wordt bij gebrek aan verwittiging geschrapd.

Wij komen dus bij vraag nr. 12623 van de heer Peter Dedecker aan de minister over de kredietverlening voor aanschaf en/of renovatie van woonboten. Ik wil van de gelegenheid gebruikmaken om te herhalen dat vraag en antwoord samen vijf minuten in beslag mogen nemen en dat de aanvullende vraag met het antwoord van de minister twee minuten mag duren. In het andere geval komen wij er absoluut niet.

Mijnheer de minister, het voorgaande geldt ook voor u. Ik weet dat u heel veel te vertellen hebt. Probeer echter ineens op de vraag te antwoorden.

06 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken, over "de kredietverlening voor aanschaf en/of renovatie van woonboten" (nr. 12623)

06 Question de M. Peter Dedecker au vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "les crédits accordés pour l'acquisition et/ou la rénovation de bateaux-logement" (n° 12623)

06.01 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de minister, de Kamer keurde eerder mijn wetsvoorstel goed betreffende de teboekstelling van binnenvaartuigen andere dan binnenschepen als bedoeld in artikel 271 van boek II van het Wetboek van Koophandel. Die wet trad in werking op 9 juni jongstleden. Alle binnenschepen kunnen nu ongeacht hun bestemming of gebruik te boek worden gesteld op de scheepshypotheekbewaring. Op alle aldus te boek gestelde binnenschepen kan aldus een scheepshypotheek worden ingeschreven. Met dat wetsontwerp doelde ik in het bijzonder op woonboten, horecaboten, theater- en expositieschepen en varende erfgoed. Met een hypotheek op een schip zou een bank een onderpand krijgen, wat interessantere voorwaarden voor kredietverlening met zich zou moeten brengen.

Een schip is natuurlijk een roerend en geen onroerend goed, en daardoor is de wet op het hypothecair krediet er niet op van toepassing. Banken moeten zich dus beperken tot een consumentenkrediet en dat is aan andere voorwaarden gebonden. Dat kan evenmin worden aangeboden door verzekeringsmaatschappijen. Fiscale aspecten zoals de aftrek van rente en kapitaalaflossingen, zijn ook niet van toepassing.

Op het Europees vlak zit er wel een en ander in de pijplijn. De Europese Commissie heeft een voorstel van richtlijn inzake woningkredietovereenkomsten ingediend bij het Europees Parlement. Een eerste stemming vond daarover plaats in commissie op 7 juni. Een eerste lezing in plenaire vergadering wordt verwacht na het reces, op 22 oktober. De richtlijn betreft expliciet kredietovereenkomsten die worden gewaarborgd door een hypotheek op een woning, voor het verkrijgen of behouden van eigendomsrechten op grond of op een bestaande of geplande woning. Men heeft het telkens over het begrip "woning", wat ook voor verwarring kan zorgen. Een woonboot is volgens mij wel een woning, maar dan weer geen onroerend goed. De richtlijn slaat enkel op kredieten verstrekt aan consumenten, niet aan professionele klanten.

Ten eerste, in hoeverre valt een krediet voor het verwerven of renoveren van een schip bestemd als woning, onder het huidige voorstel van richtlijn inzake woningkredietovereenkomsten?

Ten tweede, de ontwerprichtlijn werd geamendeerd door de commissie van het Europees Parlement. Er zullen dus onderhandelingen met de Raad nodig zijn. Welke houding neemt België hierin aan? In hoeverre

wordt er rekening gehouden met woonboten? In hoeverre plant u rekening te houden met woonboten bij de omzetting van de toekomstige richtlijn? Hoe ziet u dat dan concreet?

Ten derde, welke belemmeringen en mogelijkheden ziet u voor het verlenen van goedkopere kredieten voor de aanschaf en renovatie van woonboten, horecaboten, theater- en expositieschepen en varende erfgoed, zowel voor consumenten als voor professionele klanten?

06.02 Minister **Johan Vande Lanotte**: De Europese Raad heeft op 30 mei 2012 een voorstel van richtlijn aangenomen inzake woningkredietovereenkomsten. Terwijl er oorspronkelijk sprake was van “residential property” in de teksten van de raads werkgroep, staat er nu “immovable property”, onroerend goed dus. Dat is een hele wijziging en dat zal ook een grote impact hebben op onze wetgeving, omdat bij ons een andere definitie geldt. Wij hebben een definitie die op woningen gericht is, op onroerende goederen-woningen, terwijl het hier “immovable property” of onroerende eigendom betreft, wat absoluut niet hetzelfde is.

In het wetsvoorstel stelt u onder meer dat enkel binnenschepen die voor winstgevende scheepvaartverrichtingen gebruikt worden of bestemd zijn, in het register van teboekstelling kunnen worden ingebracht. Dat houdt onder meer in dat pleziervaartuigen, woonschepen, horeca-, theater- en expositieschepen, al dan niet beschermd als monument, niet in het betreffende register kunnen worden opgenomen. Kandidaat-eigenaars van dergelijke schepen komen voor de aankoop en inrichting van hun schip bijgevolg niet in aanmerking voor een hypothecaire lening. Een akte van hypotheekstelling kan immers alleen in het register van teboekstelling worden ingeschreven als het binnenschip zelf vooraf opgenomen werd in dat register.

Door thans in de mogelijkheid tot inschrijving in het scheepsregister te voorzien, zou een krediet met hypotheekstelling wellicht mogelijk zijn, maar daarom is de wet van 4 augustus op het hypothecair krediet nog niet van toepassing. Artikel 1 van die wet spreekt immers over het verwerven of behouden van onroerende zakelijke rechten. Desgevallend kan wel de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet worden ingeroepen, als de koper een consument is, natuurlijk conform artikel 1 van de wet.

Het toepassingsgebied in de door u opgeworpen discussie is dus op Europees niveau niet echt aan de orde geweest, omdat men heel vlug de term “onroerend” gebruikt heeft in plaats van “residentieel”. Men hanteert een andere invalshoek. Wij hebben tijdens de discussie voorgesteld om het anders te doen. Ook de discussie over de term “onroerende eigendom”, en niet de woning, waarmee wij nog problemen zullen hebben, werd reeds aangekaart. Men is ruimer, het is “onroerende eigendom”.

We werden evenwel wat dat standpunt betreft geminoriseerd. U weet ongetwijfeld hoe een en ander verloopt. We beseffen dat we dat punt niet meer op tafel krijgen, want er is duidelijk een andere invalshoek. Wanneer men alleen staat met zijn overtuiging, kan men ofwel van tafel gaan, ofwel voortwerken. Dan moet men er rekening mee houden dat er een andere meerderheid is voor een aantal punten. Ik vel daar geen waardeoordeel over. Zo is het nu eenmaal.

Hypotheeken voor woonboten zullen dus hoogstwaarschijnlijk buiten het toepassingsgebied van de richtlijn vallen. We moeten daarvan uitgaan.

Wat wij natuurlijk kunnen doen, is de wet op het hypothecair krediet aanpassen. Als de Europese richtlijn klaar is, zou eigenlijk ook onze wet klaar moeten zijn. Dat is een van de delen van het wetboek inzake Economisch Recht. Dan zullen we moeten bekijken hoe we het hypothecair krediet en de wet op het consumentenkrediet aanpassen om de richtlijn om te zetten. Daarbij kunnen we bekijken hoe we de problematiek van de woonboten daarin een plaats kunnen geven. Concreet wachten we dus op de richtlijn. We zullen dan komen met een nieuwe wet op het hypothecair krediet en we zullen hier dan moeten bespreken op welke manier we de woonboten daarin al dan niet een plaats kunnen geven, rekening houdend met de stand van zaken van de richtlijn en de wetgeving. Er zal hier geen grote politieke discussie zijn over dat feit; we kunnen tijdens het debat in de commissie bekijken of er een oplossing is.

06.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Mijnheer de minister, dank u voor uw uitgebreid antwoord. Het is jammer dat een en ander op Europees niveau verschoven is naar onroerende goederen in plaats van naar woningen. Dat belemmert ons hierin enigszins. Zoals u zelf aangaf en ik ook in mijn inleiding gezegd heb, meen ik dat het wel mogelijk moet zijn om de wet op het hypothecair krediet aan te passen. Het moet mogelijk zijn om die uit te breiden van uitsluitend onroerende goederen tot schepen die te boek zijn gesteld in het scheepsregister. Dat zou eigenlijk een vrij triviale wijziging moeten zijn. Ik kijk er naar uit om daarin samen

met u verder te gaan.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Mevrouw Schyns is er niet; zij heeft ook niets laten weten. Haar vraag nr. 12878 wordt geschrapt.

Vraag nr. 12886 van de heer Dallemagne wordt op zijn verzoek omgezet in een schriftelijke vraag. Hetzelfde geldt voor vraag nr. 12960 van mevrouw Emmery.

07 Question de M. Olivier Henry au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "la publicité déguisée" (n° 12971)

07 Vraag van de heer Olivier Henry aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "verdoken reclame" (nr. 12971)

07.01 Olivier Henry (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, pour faire connaître leurs produits rapidement et au plus grand nombre, les publicitaires ont bien compris l'intérêt d'internet et, par extension, l'importance d'être visibles sur les réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter. Malgré toutes les possibilités existantes pour promouvoir leurs articles, certains annonceurs n'hésitent pas à aller plus loin. Ainsi, l'ASA (Advertising Standards Authority) en charge de réglementer la publicité outre-Manche a sanctionné dernièrement une grande marque de sport, ce parce deux célèbres joueurs de football anglais avaient placé, sur leur tweet, un lien vers le compte de la marque sans mentionner le caractère publicitaire de leur message. L'ASA a considéré qu'il s'agissait de publicité déguisée car ces tweets induiraient, selon elle, le consommateur, le *follower*, en erreur. La marque rétorque, quant à elle, pour sa défense, que les fans des joueurs savent que ces derniers sont sous contrat avec la marque.

Monsieur le ministre, qu'en est-il en Belgique? Une marque pourrait-elle se faire sanctionner chez nous pour les mêmes raisons? Concrètement, où commence et où s'arrête la frontière entre la publicité déguisée et le message sponsorisé?

07.02 Johan Vande Lanotte, ministre: Pour autant que le responsable soit établi en Belgique – remarque importante –, toute publicité électronique doit respecter la réglementation générale relative à la publicité, à savoir la loi du 6 avril 2010, et la réglementation spécifique relative à la publicité électronique, loi du 11 mars 2003.

La publicité électronique est une matière harmonisée au niveau européen par la directive 2000/31/CE sur le commerce téléphonique, de telle sorte qu'en principe, des règles identiques devraient s'y appliquer au sein de l'Union européenne. En principe...

Des réseaux sociaux permettent aux internautes de publier leur avis, positif ou négatif, concernant une marque. Lorsque le message est positif et élaboré de manière indépendante de l'entreprise qui bénéficie de la promotion et, en particulier, sans contrepartie financière, la publication sur un réseau social, à partir d'un compte personnel, pourra être considérée comme un message privé et non comme de la publicité.

En revanche, si le message fait partie d'une campagne de marketing viral, si elle est préformatée par l'annonceur lui-même pour permettre sa diffusion large et rapide par l'intermédiaire des internautes, le message pourra être considéré comme une publicité. En conséquence, elle doit, dès sa réception, être clairement identifiable comme telle. À défaut, elle doit comporter la mention "publicité" de manière lisible, apparente et non équivoque.

Une peine d'amende est prévue en cas de non-respect de la réglementation.

Mon administration a édité une brochure sur la légalité du marketing viral, disponible sur son site web à l'adresse du SPF Économie.

07.03 Olivier Henry (PS): Monsieur le président, je remercie le ministre pour sa réponse.

J'entends que la publicité sur les réseaux sociaux et sur internet est encadrée. Ma question est peut-être

prématurée par rapport au succès que Twitter peut avoir outre-Manche. Je suivrai avec grand intérêt l'engouement que ce marketing engendrera ici en Belgique et les sanctions éventuelles que nous pourrions prendre.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heer De Potter heeft zijn vraag nr. 12987 laten omzetten in een schriftelijke vraag.

08 Interpellatie van de heer Karel Uyttersprot tot de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "het gebrek aan transparantie in de financiële toestand van de Centra De Groote" (nr. 58)

08 Interpellation de M. Karel Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre de l'Economie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "le manque de transparence en ce qui concerne la situation financière des centres De Groote" (n° 58)

08.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Mijnheer de vice-eersteminister, onze bedrijven worden enerzijds geconfronteerd met een aantal directe en indirecte lasten, sociale bijdragen, taksen en retributies, en anderzijds met privaatrechtelijke lasten. Ik denk dan aan auteursrechten en aanverwanten, aan de verplichte bijdragen voor vorming en opleiding via de sectorale opleidingsfondsen en aan de collectieve centra, genoegzaam bekend als de Centra De Groote voor onderzoek en ontwikkeling. Mijn interpellatie gaat niet over de zin of onzin ervan maar wel over de transparantie.

De collectieve centra werden opgericht in 1947, 65 jaar geleden, en lopen langs sectorale lijnen. Op dit ogenblik zijn er negen erkende collectieve centra en een vijftal privaatrechtelijke centra met gelijkaardige opdrachten. Elke onderneming die aangesloten is bij een bepaalde sector, is verplicht om hiervoor een bijdrage te betalen. De Koning bepaalt de richtsnoeren voor de grootte van die bijdragen.

De bekendste centra zijn WTCB of Centexbel, maar er zijn er ook in de hout-, brouwerij-, keramiek- en diamantsector. In totaal werken er een duizendtal personen. De omzet van die centra op jaarbasis bedraagt 110 tot 120 miljoen euro of 4,5 tot 5 miljard Belgische frank. De cijfers spreken voor zich.

De centra staan op de lijst van te regionaliseren instellingen. Ik had graag wat meer inzicht gekregen in de financiële structuur van die organisaties. Ze doen doorgaans een beroep op drie vormen van inkomsten. Ten eerste is er de ledenbijdrage. Ze is afhankelijk van het centrum en varieert tussen 5 en 80 % van de werkingsmiddelen. Ten tweede doen ze een beroep op overheidsmiddelen, zowel federale als Vlaamse. De Vlaamse middelen komen doorgaans van het IWT. Die middelen vormen een aandeel van 5 tot 50 % van hun werking. Ten derde zijn er ook de commerciële inkomsten, die schommelen tussen 15 en 80 %.

Belangrijk in dezen is dat de federale overheid een vaste bijdrage levert. Daarnaast bepaalt de federale overheid ook hoeveel een centrum mag vragen. In artikel 11, 1 van de wet op de Centra De Groote wordt bepaald dat de rekeningen van het centrum worden nagezien door een college van commissarissen die door de algemene vergadering zijn aangewezen.

Wij stellen ook vast, mijnheer de vice-eersteminister, dat er een belangrijke wisselwerking is tussen bepaalde centra en sectorale opleidingsfondsen. De centra doen een beroep op de sectorale opleidingsfondsen om in hun plaats opleidingen te geven, en vice versa. Die wisselwerking is niet transparant, aangezien de sectorale opleidingsfondsen hun werkingsmiddelen zowel van de overheid als van de bedrijven krijgen. Idem dito voor de Centra De Groote.

Dezelfde besluitwet bepaalt dat "het jaarverslag van het centrum alsmede zijn rekeningen worden meegedeeld aan de minister die de centra onder zijn bevoegdheid heeft". Dat bent u, sinds vier maanden.

De centra zijn non-profitorganisaties, wier structuur te vergelijken is met die van een vzw. Zij zijn dus verplicht hun balans en jaarrekening neer te leggen.

Wij zijn ervan overtuigd dat de werking van de centra geoptimaliseerd moet worden. Voor vele van onze kleine ondernemingen is het nu onduidelijk waarvoor hun verplichte bijdrage moet dienen. De grootte van hun bijdrage varieert. Bij het WTCB betaalt een kleine ondernemer minimaal zo'n 150 euro, maar er zijn ook

centra waarvoor men tienduizenden euro lidgeld betaalt. De bedrijven hebben, zoals gezegd, doorgaans geen idee waarvoor hun geld moet dienen.

Via een nog steeds oplopend aantal parlementaire vragen aan u en uw voorgangers, heb ik geprobeerd inzicht te krijgen in de structuur en in de financiële transparantie van die organisaties, maar meestal bleef men mij het antwoord schuldig en dikwijls werd ik doorverwezen naar de websites van de centra zelf. Nochtans is een correct inzicht in de cijfers belangrijk, zeker nu de centra op het punt staan te worden overgeheveld naar de Gewesten.

Daar zij, enerzijds, eigen financiële middelen hebben en, anderzijds, een beroep doen op publieke middelen, meen ik dat transparantie en inzicht in hun structuur belangrijk zijn. Daarom wil ik u enkele vragen stellen, mijnheer de minister.

Ten eerste, wat is de financiële toestand van de verschillende centra?

Ten tweede, wat zijn de reserves en hoe hebben de reserves al dan niet de crisis doorstaan?

Ten derde, wat is het aandeel van de verplichte bijdragen van de bedrijven en de overheid, gelet op het grote verschil tussen de diverse centra, zowel qua bijdrage als qua overheidsmiddelen?

Ten vierde, kunt u zich vinden in het voorstel om dat soort organisaties, die voor ruim 50 % een beroep doen op publieke middelen, te onderwerpen aan de *code of corporate governance*?

08.02 Minister **Johan Vande Lanotte**: Mevrouw de voorzitter, het gaat hier inderdaad om een initiatief van na de Tweede Wereldoorlog, dat zijn verdiensten heeft gehad: het heeft er ongetwijfeld toe geleid dat in een aantal sectoren de innovatie werd gestimuleerd en ze leveren ook een bijdrage op het vlak van de normalisatie. Ik meen dan ook dat dergelijke centra voor de betrokken sectoren een aantal positieve gevolgen hebben gehad. Dat is ook de reden waarom zij nog steeds worden gesteund.

Zij leven wel volgens het principe “pour vivre heureux, vivons cachés”. Dat heeft er in het verleden al vaker toe geleid dat heel wat ministers weinig op de hoogte waren van die centra en de desbetreffende reglementeringen. Zij blijven wat verborgen.

Zij krijgen geen enkele dotatie van de federale overheid. De federale overheid maakt de bijdragen van de sector echter wel verplicht. De minister kan de hoogte van de bijdrage evenwel niet bepalen. Het is de sector zelf die de bijdrage voorstelt en de minister maakt die op zijn beurt verplicht. Het betekent dat er een akkoord moet zijn tussen werkgevers en werknemers. Volgens mij is dat enkel mogelijk voor zover men kan aantonen dat een meerderheid van de sector vertegenwoordigd wordt door de beroepsgroepering.

Als men in een bepaalde sector meer dan de helft van de betrokkenen vertegenwoordigt en als men tussen werkgevers en werknemers afspraken maakt over de bijdrage, dan wordt die ook effectief uitgevoerd. De beroepsgroeperingen hebben ter zake de belangrijkste impact. Ik ben niet helemaal zeker of ook de vakbonden ter zake hun akkoord geven. Ik weet niet of hun akkoord echt nodig is. Ik kan de term “beroepsgroepering” niet echt goed duiden.

Er is geen verplichting van publicatie. Meer nog, in artikel 13 van de besluitwet staat dat de statuten van de centra alle nuttige bepalingen bevatten met het oog op de vrijwaring van het beroepsgeheim van de leden van de algemene raad, het vast comité, de technische comités en van het personeel. Men heeft dus in die wet gesteld dat er niets moet worden gepubliceerd. Het beroepsgeheim moet sinds 1947 heel duidelijk gewaarborgd worden.

Ondertussen hebben wel twee centra, het TCHN voor de houtsector en het CWOBKN voor de keramieksector – de afkortingen van die centra maken niet meteen duidelijk waarover het gaat, maar het zijn er dus twee uit de bouwsector –, beslist om hun rekeningen via de Nationale Bank te laten publiceren. Dat zijn de enige twee. Dat is hun eigen keuze. Die publicatie kan niet worden opgelegd. We kunnen ons zelfs afvragen of die publicaties met de wet in overeenstemming zijn. Die vraag is wel logisch, want vzw's moeten bij de Nationale Bank hun rekeningen binnenbrengen, maar zij eigenlijk niet. Dat is volgens mij wel een tekortkoming.

De centra hebben op eigen initiatief een bedrijfsrevisor, verificateurs van de rekeningen, aangesteld. Dat

gebeurde allemaal in overeenstemming met de wet op de vzw's.

Ik weet niet of een meerderheid voorstander is van een wijziging van die wet. Dat ligt allemaal zeer gevoelig. Iedereen is er wel voor, tot het ultieme beslissingsmoment aanbreekt. Ik ben wel de mening toegedaan dat het niet goed is voor de Centra De Groote dat men dat nog besloten houdt, maar ik weet niet of dat wettelijk geregeld moet worden. Openheid lijkt mij wel nuttig en dat zal ik aan de Centra De Groote ook schrijven. Er zijn er twee die hun rekeningen gepubliceerd hebben. Ik zal zeggen dat het toch beter zou zijn om informatie te geven over de situatie, waarbij uitleg gegeven kan worden aan het Parlement. De centra vragen zich misschien af waarom die uitleg in het Parlement nodig is, omdat het om privéorganisaties gaat. Het is echter wel de regering die waarborgt dat er bijdragen binnenkomen. Het zijn vrijwillige bijdragen die verplicht worden. Of ze vrijwillig of verplicht zijn, daarover kunnen wij lang discussiëren. Een meerderheid betaalt vrijwillig en de minderheid moet volgen. Wat dat betreft, denk ik dus dat openheid echt aan te raden is.

Ik wil dat doen omdat de beslotenheid inderdaad tot verdachtmakingen leidt. Ik denk dat die centra echt wel positief werk leveren, ook voor veel kmo's. Men spreekt wel vaak over innovatie, maar voor kleine bedrijven is dat niet zo evident. In een aantal sectoren van de bouw hebben zij echt goed werk geleverd, en ook in enkele andere sectoren. Ik denk dus dat de centra voordeel hebben bij openheid. Als verantwoordelijk minister, wat die verantwoordelijkheid in dezen dan ook moge inhouden, zal ik vragen om meer openheid te krijgen. Binnen de bestaande wet zullen wij zien of zij daarop ingaan.

Of dat tot een wetswijziging zal leiden als zij daar niet op ingaan, daarvoor kan ik mij vandaag niet sterk maken, want ik weet echt niet of er een politieke meerderheid voor te vinden is. Ik zal eerst proberen of zij dat op een vrijwillige manier willen doen.

08.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Mijnheer de minister, ik meen dat wij die bezorgdheid delen. Het initiatief kwam er in 1947, 65 jaar geleden. Er zitten waarschijnlijk weinig Parlementsleden in het Parlement die toen al geboren waren.

08.04 Minister Johan Vande Lanotte: Ik bijna.

08.05 Karel Uyttersprot (N-VA): Op dat ogenblik was onderzoek en ontwikkeling bijna onbekend. Het initiatief wou de bedrijven daartoe aanzetten.

Onze bezorgdheid gaat voornamelijk uit naar de transparantie, aangezien de bijdrage wettelijk verplicht is. Elk van de centra verwijst naar de door de wet verplichte bijdrage krachtens de artikelen 2 en 4 van het KB van 23 september 1959 en de besluitwet van 1947. Zoals u zelf zegt, wanneer er geen transparantie is over de financiën en de bijdragen, ontstaat er een schemerzone.

Wij vragen ook om efficiëntie en aangepaste structuren, aangezien er een beroep wordt gedaan op publiek geld. Onze vraag ten gronde – dit zal echter veeleer een zaak voor het regionale niveau zijn dan voor het federale – is of we in dezen niet moeten evolueren naar een rol van regisseur versus actor. Ook in Nederland bestaan die centra en daar zijn ze veeleer regisseur dan uitvoerend orgaan. Hogescholen, universiteiten en private studiecentra worden dan ingericht. Misschien moeten die centra veeleer internationale technologiewatchers worden. Zij kunnen dan voor de sector in het buitenland bekijken wat er mogelijk is.

U zegt dat er geen publicatieverplichting is. Ik meen echter dat in de besluitwet staat dat zij hun balans en jaarrekening aan u moeten bezorgen.

08.06 Minister Johan Vande Lanotte: Ja, maar het beroepsgeheim maakt dat ik die niet bekend mag maken.

08.07 Karel Uyttersprot (N-VA): Dus het jaarverslag van het centrum en de rekeningen worden meegedeeld aan de minister die de centra onder zijn bevoegdheid heeft?

08.08 Minister Johan Vande Lanotte: Die liggen ter controle op het departement, maar daarom mag ik ze nog niet bekendmaken. Ik ben legalist en ik respecteer dus de wet. Ik meen dat heel serieus. Heel die wet is zo opgesteld dat ze niet publiek worden gemaakt.

08.09 Karel Uyttersprot (N-VA): Mijnheer de minister, u hebt niet geantwoord op de vraag over de Corporate Governance Code voor dergelijke instellingen.

08.10 Minister Johan Vande Lanotte: Daar heb ik op zich geen bezwaar tegen. Dat kan gerust via een parlementair initiatief, maar dat is niet mijn eerste prioriteit. Mijn aandacht gaat nu meer naar de openbaarheid van de cijfers. Ik heb nog geen definitief idee over de Corporate Governance Code.

08.11 Karel Uyttersprot (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik zal een motie van aanbeveling inzake de Corporate Governance Code en de transparantie indienen.

Moties **Motions**

De **voorzitter:** Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.
En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Karel Uyttersprot en Peter Dedecker en luidt als volgt:

“De Kamer,
gehoord de interpellatie van de heer Karel Uyttersprot
en het antwoord van de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee,
vraagt met aandring aan de regering en in het bijzonder de minister van Economie, Consumenten en Noordzee,
in het kader van de openbaarheid van bestuur, de wettelijke bepalingen vastgelegd in de vzw-wet van 1921 en de besluitwet van 28 februari 1947, de financiële gegevens en de balans en jaarrekening, van deze negen actieve centra ter inzage van de Kamerleden te brengen en klaarheid te scheppen in de omvang van de opgebouwde financiële reserves van elk van deze centra op 1 juni 2012:
- duidelijk in kaart te brengen wat de grootte van de verplichte bijdrage per centrum is, evenals de bijdrage van de diverse overheden in de totale ontvangsten voor elk van de erkende centra op 1 juni 2012;
- inzicht te verschaffen in de stand van zaken en het voorziene tijdspad betreffende de bevoegdheidsoverdracht van deze collectieve centra naar de regio's;
- en vooral: het toepassingsgebied en de verplichtingen van de ‘code of corporate governance’ te verruimen naar de collectieve centra.”

Une motion de recommandation a été déposée par MM. Karel Uyttersprot et Peter Dedecker et est libellée comme suit:

“La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Karel Uyttersprot
et la réponse du vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord,
demande instamment au gouvernement et plus particulièrement au ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord,
dans le cadre de la publicité de l'administration, des dispositions légales prévues par la loi de 1921 sur les ASBL et par l'arrêté-loi du 28 février 1947, de tenir à la disposition des membres de la Chambre les données financières, le bilan et les comptes annuels des neuf centres actifs concernés, et de faire la clarté sur l'importance des réserves financières constituées par chacun de ces centres au 1^{er} juin 2012:
- d'établir clairement le montant de la contribution obligatoire par centre, ainsi que la contribution des différents pouvoirs publics dans les recettes totales de chacun des centres agréés au 1^{er} juin 2012;
- de fournir un état de l'avancement du dossier et d'indiquer le délai prévu pour le transfert de compétences de ces centres collectifs aux Régions;
- et, surtout, d'étendre le champ d'application et les obligations du ‘code de corporate governance’ aux centres collectifs.”

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Karine Lalieux en door de heer Stefaan Vercamer.

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Karine Lalieux et par M. Stefaan Vercamer.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.
Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

09 Question de Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "l'évolution envisagée de la composition du panier de l'indice" (n° 13123)

09 Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de eventuele aanpassing van de samenstelling van de indexkorf" (nr. 13123)

09.01 Karine Lalieux (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, dans la bataille de l'index, vous connaissez la position des socialistes car vous avez la même. Celle-ci est claire quant à l'absolue nécessité de conserver un mécanisme d'indexation fort, seul susceptible de maintenir le pouvoir d'achat de nos concitoyens et de sauvegarder ainsi une paix sociale qui n'a pas de prix.

Nous sommes donc intransigeants sur le respect absolu de l'accord de gouvernement. Cela ne signifie pas, pour autant, que nous ne pouvons pas envisager une certaine adaptation du fameux panier de la ménagère afin que celui-ci reflète le plus exactement possible les habitudes de consommation du consommateur moyen. Nous pouvons clairement faire nôtre cet objectif qui, je crois, est partagé par l'ensemble des partis.

Mais cet objectif devra impérativement coller à la réalité quotidienne et donc, notamment, toujours intégrer les dépenses en énergie. Il n'est, dès lors, pas question de sortir les composants énergie de l'index, en concentrant le contenu du panier presque exclusivement sur les biens issus des tickets de caisse des supermarchés.

De même, il est indispensable que toute réforme du contenu du panier soit faite en coordination avec les partenaires sociaux. Ceux-ci ne peuvent être mis sur le côté; d'autant plus qu'ils participent déjà à la composition du panier par le biais de la Commission de l'indice. La prochaine révision du panier est d'ailleurs prévue pour 2014.

Monsieur le ministre, la proposition est lancée. Nous sommes ouverts au débat mais nous restons bien évidemment extrêmement prudents. Des études, des groupes de travail ou autres ont-ils déjà été mis sur pied pour étudier ce panier de la ménagère? Est-ce dans vos intentions?

09.02 Johan Vande Lanotte, ministre: Madame la présidente, madame Lalieux, il est vrai que l'accord de gouvernement est très clair. Et je partage cette conviction, non seulement comme membre du gouvernement, mais également à titre personnel.

Je pense néanmoins qu'il existe un malentendu, en ce sens que votre question donne l'impression que nos mesures viseraient à faire en sorte que le panier se concentre exclusivement sur les achats aux caisses des grandes surfaces et feraient en sorte d'en supprimer certains éléments. Ce n'est pas exact.

D'où vient cette proposition? Les prix de l'énergie ont évolué depuis presque deux ans. Désormais, on n'ira plus constater sur place la fluctuation des prix. On utilise les informations digitales, comme le font la VREG en Flandre, la CWaPE en Wallonie et BRUGEL à Bruxelles. Ces régulateurs disposent des informations relatives aux prix et aux parts de marché des différents fournisseurs. Les données sont rassemblées mensuellement. Ainsi, le prix de l'électricité et celui du gaz peuvent être adaptés. Bien entendu, on y recourt aussi pour l'établissement de l'index en ces deux domaines. De la sorte, nous pouvons mieux discerner l'évolution des prix. Quand ceux-ci ont grimpé, la hausse de l'index est plus rapide. Quand ils diminuent, comme c'est le cas actuellement, l'effet est également immédiat.

Je veux faire de même pour les tarifs des télécoms. L'IBPT est en train de rassembler toutes les formules et les parts de marché. Cela va prendre encore au moins un an avant que ces informations ne soient toutes collectées. Mais ainsi, je peux éviter que des agents vérifient toutes ces données avant de les introduire – avec les erreurs qui pourraient en découler. Nous aurons donc une vue d'ensemble des télécoms, que nous pourrons ensuite utiliser.

Je précise que le changement décidé pour l'énergie a été approuvé par la Commission de l'indice. Nous allons donc introduire cette proposition. C'est d'ailleurs en cours. Les spécialistes estiment qu'il s'agit d'une meilleure formule, car les évolutions du marché sont ainsi restituées beaucoup plus vite – ce qui est le but de l'index.

En ce qui concerne les achats aux caisses des supermarchés, actuellement, une vingtaine de personnes se rendent dans les supermarchés pour y encoder, via un système manuel, le prix des produits référence faisant partie du panier de l'index.

Dorénavant, ces produits seront encodés via les caisses informatisées. Un lien automatique entre les caisses et l'Institut de Statistique permettra, chaque mois, de suivre l'évolution des différents prix. Davantage de produits pourront ainsi composer le panier de la ménagère.

Des rencontres entre l'Institut de Statistique et Comeos (la fédération du commerce et des services) ont lieu pour examiner le procédé et le vérifier. Les responsables de l'établissement de l'index pourront, dès lors, présenter cet outil à la Commission de l'indice en vue de le rendre opérationnel.

Quel est l'impact sur l'index? Cela dépend. Il sera mieux reflété. En effet, une hausse ou une baisse des prix sera instantanément remarquée. C'est la grande différence avec l'ancien système. La réaction sera plus complète et plus visible. L'index évoluerait-il moins vite? Non, on a constaté avec l'énergie que ce n'était pas le cas; c'était l'inverse, parce que les prix grimpaient. L'index évoluerait-il plus vite? Non, pas nécessairement; maintenant, il diminue plus rapidement, parce qu'il est directement lié à la baisse des prix. Mais le reflet de la situation réelle est plus évident. De plus, on utilise les moyens digitaux. Sans la discussion sur le principe de l'index, qui n'est pas liée avec ce que nous proposons, il n'y aurait aucun remous.

09.03 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse et votre explication car les choses n'étaient pas très claires et on sait que le panier de la ménagère est une question sensible. Il est fondamental de ne pas toucher à l'énergie. Cela dit, toutes les mesures que vous souhaitez mettre en place vont dans le bon sens – et je les partage. En effet, l'objectif de l'indexation est de refléter les prix en étant le plus proche possible de la réalité, sans laisser passer un délai de six mois.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

10 Question de Mme Christiane Vienne au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "la réforme des comptes épargne" (n° 13124)

10 Vraag van mevrouw Christiane Vienne aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de hervorming van de spaarrekeningen" (nr. 13124)

10.01 Christiane Vienne (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, lorsque j'ai déposé ma question, les mesures en matière de réforme des comptes épargne n'étaient pas encore tombées. Néanmoins, ma question reste pertinente sur certains aspects. Les mesures qui ont été prises nous semblent quand même un peu décevantes; nous espérons davantage.

Le produit, même s'il paraît simple, est extrêmement complexe et les mesures prises ne vont pas empêcher la concurrence entre les banques. L'épargnant n'est donc pas totalement protégé, la transparence n'est pas complète en matière de taux.

Les trois principes repris dans la question constituent toujours la base de notre réflexion. En ce qui concerne l'acquisition du bénéfice après six mois, je pense que la question est réglée.

Deux éléments restent extrêmement importants pour nous: la suppression du plafond de 3 % et du lien mécanique de l'intérêt de base au taux de la Banque centrale européenne (actuellement, le taux de l'intérêt de base ne peut dépasser 3 % ou le taux BCE lorsque celui-ci est supérieur à 3 %) et la suppression du lien mécanique entre la prime de fidélité et l'intérêt de base (actuellement, le taux de la prime unique de fidélité ne peut être inférieur à 25 % du taux de l'intérêt de base offert et ne peut être supérieur à 50 % du taux maximum de l'intérêt de base légal).

Nous espérons que la réforme de l'architecture financière permettra enfin à la FSMA de ne plus seulement être le relais des positions du secteur financier mais de défendre davantage les intérêts des consommateurs et des épargnants.

Vous allez bientôt recevoir le rapport intermédiaire de la commission de suivi de la crise financière. Une partie des recommandations qu'a émises la commission concernent le volet consommateurs, notamment la FSMA.

J'aurais donc voulu avoir vos réactions.

J'imagine que la réflexion sur le livret d'épargne ne va plus constituer une priorité mais je tiens à rappeler les nôtres et aurais voulu avoir votre avis sur la FSMA.

10.02 Johan Vande Lanotte, ministre: Monsieur le président, chère collègue, je comprends votre réaction.

Il est en effet clair que conclure un accord en cette matière est très difficile. Comme vous le savez, j'étais parti de l'idée que la prime de fidélité pourrait être supprimée. Toutefois, il est clair que le secteur bancaire – nous avons eu des discussions ouvertes à ce sujet – craint fortement que cela donne lieu à un shopping de l'un à l'autre qui, pour la stabilité prudentielle, pourrait causer des problèmes.

Notre système bancaire n'est pas en très bonne santé – disons-le ainsi –, la stabilité reste problématique et, comme je l'ai dit en conférence de presse, je me suis laissé convaincre de ne pas supprimer cette prime pour le moment. C'est le compromis auquel on a abouti.

Pour le consommateur qui peut faire la comparaison, ce n'est pas la meilleure chose. Si $1+1=2$, pourquoi ne pas dire 2? C'est vrai mais la crainte des banques était très forte. Même la Banque nationale avait peur d'ébranler la stabilité du système. Les dépôts et carnets d'épargne constituent tout de même une partie importante de la stabilité au niveau prudentiel.

On a donc pris cette décision, je le répète, qui n'est pas la plus favorable au consommateur mais qui tient compte des remarques qui ont été formulées.

Je voulais absolument travailler sur la base d'un accord et non imposer des mesures qui auraient pu créer des doutes. Ce n'est pas le moment d'avoir une confrontation avec ce secteur.

Des avancées ont également été réalisées concernant la comparaison: comme pour l'énergie, nous mettrons en œuvre un B-test à l'égard des banques.

Les clients qui restent fidèles à leur banque peuvent changer leur compte, au maximum trois fois, sans perdre la prime de fidélité.

Les clients perçoivent leur prime de fidélité chaque trimestre, sans attendre la fin de l'année.

Voilà quelques exemples de modifications.

Il ne faut pas dire qu'on supprime la limitation du taux de 3 %; il s'agit d'un jeu de concurrence, de plus en plus pointu. Les banques peuvent offrir des taux élevés, mais gommement alors l'avantage fiscal.

Cela dit, pour éviter des situations comme Kaupthing et autres, il faudra discuter de la volonté de limiter des maxima de taux. Je le disais voilà des années déjà, il est étrange de vouloir limiter le profit et empêcher toute intervention dans les prix. Certaines banques, pourtant, ont augmenté leurs profits, mais, tous comptes faits, n'étaient pas très fiables.

Je ne dis pas que tous ces avis valent pour l'éternité, mais, vu la situation bancaire actuelle, il s'agit d'avancées importantes sans trop de perturbations. C'est important d'y songer.

Deuxième élément: le projet de loi appelé "Twin Peaks II", signifiant un travail sur la protection des investisseurs et des épargnants, devrait être prêt pour la fin du mois d'août. Je le présenterai donc au gouvernement au mois de septembre. En réalité, la semaine prochaine, j'ai déjà prévu trois heures d'explication avec le groupe de travail qui y a œuvré afin que j'en comprenne toute la portée.

Leurs travaux sont presque entièrement terminés, mais j'ai manqué de temps pour prévoir cette présentation plus tôt. Ce groupe de travail est composé de membres du SPF Économie, de la FSMA, de professeurs d'université, du cabinet, qui travaillent ensemble. Après coup, le contrôle par le SPF Économie est aussi

important.

Ce projet fera donc partie des travaux parlementaires de l'année prochaine.

10.03 **Christiane Vienne** (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Une étape est franchie pour ce qui concerne les livrets d'épargne, et il y en aura sans doute d'autres.

Cela dit, Twin Peaks II est également un sujet de débat extrêmement important, et nous souhaiterions pouvoir disposer d'une loi-cadre équilibrée, résultat d'une concertation entre la FSMA et le SPF Économie. Il s'agit là également d'un champ d'investigation important. Mais nous aurons encore, sans doute, l'occasion de discuter de ces questions.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

11 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Liesbeth Van der Auwera** aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de schuldsaldoverzekerings voor personen met een verhoogd gezondheidsrisico" (nr. 11911)

- mevrouw **Catherine Fonck** aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de toegang tot schuldsaldoverzekeringen voor kredietnemers met verhoogde risico's" (nr. 12561)

11 **Questions jointes de**

- Mme **Liesbeth Van der Auwera** au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "l'assurance du solde restant dû pour les personnes présentant un risque de santé accru" (n° 11911)

- Mme **Catherine Fonck** au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "l'accès aux assurances solde restant dû pour les emprunteurs présentant des risques aggravés" (n° 12561)

11.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Mijnheer de minister, mevrouw Fonck had dit gevraagd en u ging ermee akkoord, ik ben akkoord dat u mij het antwoord op deze vraag schriftelijk bezorgd via het secretariaat.

11.02 Minister **Johan Vande Lanotte**: Geen probleem, ik zal het laten bezorgen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.01 uur.

La réunion publique de commission est levée à 16.01 heures.